



ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

Banques cherchent capitaux pour désamorcer bombes à retardement

Par **Éric Toussaint**

« Pour faciliter le financement, les garanties et l’instantanéité de tout ce commerce, le volume des transactions financières devait, lui, croître encore plus vite que le commerce lui-même. Il fallait inventer des formes entièrement nouvelles de finance, développer des

dérivés de crédit, des titres garantis, des achats de pétrole à terme et autres, qui font que le système commercial mondial fonctionne beaucoup plus efficacement. A maints égards, l’apparente stabilité de notre commerce et de notre système financier mondiaux réaffirment le principe, énoncé par

Adam Smith en 1776, simple et vérifié par l'Histoire : le libre commerce d'individus travaillant pour leur intérêt conduit à une économie croissante et stable. » Alan Greenspan¹

L'innovation financière présentée par Alan Greenspan comme une panacée a fait un grand flop tout en provoquant des dégâts économiques et sociaux très graves, sans oublier les atteintes aux droits démocratiques des citoyennes et citoyens que la dictature des marchés et les oukases de la Troïka en Europe impliquent. Les traités européens et la politique concrète des gouvernements successifs rognent progressivement les droits démocratiques conquis par les peuples : le pouvoir législatif est soumis à l'exécutif, le Parlement européen est le cache sexe de la Commission européenne, les choix des électeurs sont de moins en moins respectés... Les gouvernants se retranchent derrière les traités afin de reprendre la rengaine de Margaret Thatcher : il n'y a pas d'alternative (TINA, There Is No Alternative) à l'austérité et au remboursement de la dette. Pendant ce temps, ils font le maximum d'une part pour porter atteinte aux droits économiques et sociaux conquis au cours de 20e siècle (voir la partie 6) et d'autre part pour empêcher qu'une nouvelle crise bancaire majeure ne survienne. Cependant, ils ne prennent aucune mesure contraignante sérieuse pour imposer aux banques et aux

autres institutions financières une nouvelle discipline. Les banques n'ont pas réellement assaini leurs comptes depuis 2007-2008. Pis, elles sont très actives dans le développement de nouvelles bulles et dans la fabrication de nouveaux produits structurés. Dans cette partie², sont passés en revue les acrobaties des banques pour se financer, leur dépendance quasi-totale à l'égard des aides publiques, les bulles spéculatives en progression, les innovations financières spéculatives, les effets désastreux produits par le système bancaire actuel notamment dans le domaine de la crise alimentaire ainsi que les nouveaux risques que son mode de fonctionnement fait courir aux peuples³.

Les problèmes de financement à moyen et long terme

2 La première partie de la série, intitulée « 2007-2012 : 6 années qui ébranlèrent les banques » a été publiée le 19 novembre 2012 ; la seconde partie intitulée « La BCE et la Fed au service des grandes banques privées » a été publiée le 29 novembre 2012, voir <http://cadtm.org/La-BCE-et-la-Fed-a...> ; la troisième partie intitulée « La plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne » a été publiée le 23 décembre 2012, voir <http://cadtm.org/La-plus-grande-off...> ; la quatrième partie intitulée « Descente dans le milieu vicieux des banques » a été publiée le 14 janvier 2013, voir <http://cadtm.org/Descente-dans-le-m...>

1 Alan Greenspan, *Le Temps des turbulences*, Jean-Claude Lattès, Paris, 2007, p. 472.

3 L'auteur remercie Olivier Chantry, Brigitte Ponet, Patrick Saurin et Damien Millet pour leurs conseils.

Regardons d'abord du côté du financement (c'est-à-dire du côté du passif des banques). Les banques rencontrent de gros problèmes. Les investisseurs institutionnels (fonds de pension, assurances, banques, fonds souverains...) ne leur font pas confiance, ils hésitent à acheter les obligations (covered bonds) que les banques émettent pour se financer à long terme de manière stable. Même si quelques banques comme BNP Paribas et Société Générale (les deux premières banques françaises), ou encore BBVA (la 2e banque espagnole), ont réussi à vendre des obligations, les montants totaux émis en 2012 semblent tout aussi faibles que les années précédentes. D'après le Financial Times, ce serait même la plus mauvaise année depuis 2002⁴.

Du coup, comme elles ne trouvent pas suffisamment de financement à long terme sur les marchés, elles dépendent de manière vitale du crédit sur 3 ans accordé par la BCE pour un montant de 1 000 milliards d'euros à un taux de 1%⁵, et plus généralement des liquidités mises à leur disposition par les pouvoirs publics des pays les plus industrialisés via les banques centrales

(à commencer par la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque nationale de Suisse et la Banque centrale japonaise).

Les problèmes du financement à court terme

Une grande partie de leur financement, outre les dépôts de leurs clients dont le volume n'augmente guère vu la crise, doit être trouvée à court terme. Selon le rapport Liikanen, les grandes banques européennes ont besoin de 7.000 milliards de financement au jour le jour⁶. Le montant des dettes bancaires à très court terme a fortement augmenté entre 1998 et 2007, passant de 1.500 à 6.000 milliards. De 2010 à 2012, il s'est maintenu à 7.000 milliards ! Où

6 Voir Erkki Liikanen (chairperson), *High-level Expert Group on reforming the structure of the EU banking sector*, October 2012, Brussels. Erkki Liikanen est le gouverneur de la banque centrale de Finlande. Onze experts composaient un groupe de travail constitué par le Commissaire européen Michel Barnier afin de poser un diagnostic sur la situation des banques européennes et de proposer des réformes du secteur bancaire européen. Un des intérêts du rapport Liikanen, c'est qu'il confirme officiellement les turpitudes des banques, les risques ahurissants qu'elles ont pris pour faire un maximum de profit. Le groupe créé en février 2012 a remis son rapport en octobre 2012. Voir : http://ec.europa.eu/internal_market... [Les données concernant les besoins de financement au jour le jour proviennent du graph 2.5.1, p.27. Dans la suite de ce texte, ce document sera appelé le Rapport Liikanen.](#)

4 *Financial Times*, 27-28 octobre 2012.

5 Ce prêt que la BCE a octroyé à 800 banques européennes pour un montant de 1000 milliards d'euros à 1% de taux d'intérêt et pour une période de 3 ans a été analysé dans la seconde partie de cette série sous le titre : « La BCE et la Fed au service des grandes banques privées » (publiée le 29 novembre 2012, voir <http://cadtm.org/La-BCE-et-la-Fed-a...>)

trouvent-elles ce financement à court terme ? Elles ne le trouvent plus ou si peu sur le marché interbancaire car les banques se méfient trop les unes des autres que pour se prêter de l'argent. Elles dépendent donc des Money Market Funds (qui disposent de 2700 milliards de dollars au jour le jour) dont la disponibilité varie au gré de la crise en Europe⁷. Les MMF ont fermé le robinet à partir de juin 2011 et l'ont rouvert quand la BCE a prêté 1000 milliards ⁸. A tout moment, ils peuvent à nouveau fermer le robinet ou en restreindre fortement le débit. La source la plus sûre de financement là-aussi, ce sont les banques centrales. La BCE prête désormais de l'argent massivement à 0,75% (taux en vigueur depuis mai 2012).

La conclusion est claire : sans le prêt de 1000 milliards à trois ans auquel s'ajoutent les prêts quotidiens de la BCE et des banques centrales membres de l'eurosystème (auxquelles il faut ajouter notamment la banque d'Angleterre et la Banque nationale de Suisse), de nombreuses grandes banques européennes seraient menacées par l'asphyxie et la faillite. C'est une preuve supplémentaire du fait que les banques n'ont pas assaini leur bilan. Elles doivent se financer massivement à court terme alors que

du côté de leurs actifs, elles détiennent des produits à maturité longue dont la valeur est tout à fait aléatoire. Dans beaucoup de cas, la valeur des actifs inscrite au bilan ne se concrétisera pas lors de l'échéance du contrat et les banques devront enregistrer une perte qui risque d'engloutir les fonds propres.

Pas de financement via la Bourse

Du côté de la collecte de capitaux via la Bourse, la situation est aussi bouchée. Le prix des actions des banques a été en moyenne divisé par cinq depuis 2007⁹ (voir tableaux en annexe). Les investisseurs institutionnels (assurances, fonds de pension, autres fonds de placement, banques...) hésitent très fort à acheter des actions de sociétés qui sont toutes en difficulté. C'est d'ailleurs une preuve supplémentaire de la distance abyssale qu'il y a entre le fonctionnement théorique du capitalisme selon ses promoteurs et la réalité. En théorie, la Bourse doit permettre de collecter, sur du long terme (les actions sont considérées comme des placements long terme qui doivent être conservés au moins 8 ans), des capitaux pour les entreprises qui y sont cotées : cela ne marche pas car la Bourse n'est plus depuis longtemps le lieu où se financent les entreprises mais un espace de pure spéculation. C'est pour cela que les banques ont besoin

7 Les MMF ont été présentés dans la partie 4 de cette série.

8 Voir « La BCE et la Fed au service des grandes banques privées », publié le 29 novembre 2012, <http://cadtm.org/La-BCE-et-la-Fed-a...>

9 Rapport Liikanen, graph 2.4.1.

d'une recapitalisation financée par les pouvoirs publics.

En revanche, toujours selon la théorie, une autre fonction de la Bourse est d'indiquer par l'évolution du prix des actions la valeur réelle des entreprises. De ce point de vue, la chute moyenne de 80% de la valeur boursière des banques constitue un diagnostic très gênant pour leurs patrons et pour les propagandistes du système capitaliste.

Ajoutons que les banques utilisent une partie des liquidités mises à leur disposition par les banques centrales pour racheter leurs propres actions. Cette mesure a deux objectifs : tenter d'empêcher la poursuite de la baisse des cours d'une part, rémunérer les actionnaires d'autre part¹⁰.

10 Les actionnaires qui vendent des actions à leur banque transforment un titre de papier en argent liquide. Du point de vue fiscal, il est plus intéressant de percevoir un revenu en revendant une partie des actions qu'on détient que de percevoir un dividende.